RÉSEAUX

FNCDS
Fédération Nationale des Cadres Dirigeants et Supérieurs
Savoir réseaux garder

LA LETTRE D'INFORMATION
DES CADRES DIRIGEANTS ET SUPÉRIEURS

N° 44

MARS 2026

ÉDITORIAL

ÉDITO DU PRÉSIDENT

La FNCDS reçue au ministère du travail



Le 23 janvier dernier, **Gilbert GASPAR,** Président, et **Philippe MAHOT,** Trésorier, ont été reçus au ministère du travail, sur l'invitation de Matignon, par **Jean GALVE** du Ministère du travail et **Diego MARMET** en charge de la Protection Sociale.

La réunion a débuté par une présentation de la FNCDS, de son rôle et de sa place dans le paysage des organisations représentatives.

La FNCDS rassemble des cadres dirigeants, décideurs et responsables stratégiques, issus de réseaux professionnels diversifiés, à la fois dans le secteur privé et dans l'économie sociale et solidaire.

Si le nombre de cadres dirigeants reste naturellement limité, ces profils disposent d'une capacité d'influence et de décision importante, participant directement aux orientations stratégiques des entreprises, des organismes et des institutions.

La FNCDS se distingue notamment par :
. une approche inter-réseaux, dépassant les logiques sectorielles traditionnelles ;
. une diversité de profils d'adhérents, reflétant la pluralité des modèles économiques et organisationnels ;
. une expertise de terrain, portée par des dirigeants confrontés au quotidien aux enjeux économiques, sociaux et managériaux.
Cette diversité constitue une représentativité qualitative forte, complémentaire des critères purement quantitatifs habituellement retenus.

Représentativité des cadres dirigeants
Les échanges ont permis de souligner la place stratégique des cadres dirigeants dans le dialogue social et dans la gouvernance des organisations.
Par leur rôle de décideurs, ils contribuent directement aux orientations économiques, sociales et organisationnelles des entreprises. Dans ce contexte, la question de la reconnaissance spécifique de cette catégorie d'acteurs dans les dispositifs de représentation a été évoquée.

La piste d'un quatrième collège, permettant de mieux prendre en compte les cadres dirigeants dans les mécanismes actuels de représentativité, a notamment été mentionnée comme un sujet de réflexion à approfondir.

Position de la FNCDS sur la protection sociale
La FNCDS a rappelé une position pragmatique et responsable sur les questions de protection sociale.
Elle reste attachée au principe de la retraite par répartition, pilier du modèle social français.
Toutefois, la FNCDS considère que les évolutions démographiques et économiques rendent nécessaire un renforcement des mécanismes de capitalisation en complément du système actuel.
Dans cette perspective, la FNCDS souligne l'intérêt :
. de s'appuyer sur les dispositifs de capitalisation existants ;
. de renforcer les dispositifs d'épargne retraite et de protection sociale complémentaire ;
. de développer un cadre plus lisible et plus incitatif, pour les entreprises comme pour les salariés.

L'objectif est de sécuriser les parcours professionnels et les revenus futurs, en articulant de manière complémentaire les mécanismes de répartition et de capitalisation.

Enseignements de la réunion
Cette rencontre a permis de présenter la FNCDS et sa spécificité dans le paysage des organisations représentatives ; d'ouvrir un échange constructif sur la représentativité des cadres dirigeants ; de partager la vision de la FNCDS sur l'évolution de la protection sociale.
La FNCDS reste pleinement disponible pour poursuivre les échanges avec les pouvoirs publics et contribuer aux réflexions en cours sur ces sujets structurants.

La piste d'un quatrième collège, permettant de mieux prendre en compte les cadres dirigeants dans les mécanismes actuels de représentativité, a notamment été mentionnée comme un sujet de réflexion à approfondir, ainsi que la prise en compte d'une convention collective spécifique, quand elle existe.

Gilbert GASPAR ,Président de la FNCDS

AGRICULTURE FRANÇAISE : UN REBOND FRAGILE SUR FOND DE TENSIONS STRUCTURELLES



Début 2026, l'agriculture française présente un visage contrasté. Si les comptes prévisionnels de 2025 affichent un net rebond après deux années difficiles, les tensions sanitaires, commerciales et structurelles continuent d'inquiéter l'ensemble des filières.

Un rebond des comptes en 2025, porté par les volumes végétaux et les prix en élevage

Après deux exercices marqués par la baisse, la production agricole française a progressé en 2025 de **+2,1 % en volume** et de **+3,7 % en valeur** par rapport à 2024.

La production végétale a bénéficié d'un effet de rattrapage après une année 2024 catastrophique sur le plan climatique. Elle progresse de **+3,5 %,** grâce notamment au rebond de la production de vin (+7,7 %), et à la forte hausse des volumes de céréales (+30% pour le blé tendre). Cette reprise des volumes végétaux s'accompagne toutefois d'un recul des prix (-2,8 % en moyenne), particulièrement marqué pour les céréales (-10,5 %).

Du côté des productions animales, la situation s'est nettement améliorée. Après une année 2024 en retrait, la valeur de la production augmente de **+9,2 %,** portée par une hausse des prix de **+8,5 %**, avec des progressions spectaculaires pour les gros bovins (+25,4 %) et les œufs (+40 %).

La valeur ajoutée de la branche agricole repart ainsi à la hausse. Dans un contexte de production en progression et de consommations intermédiaires stabilisées, **la valeur ajoutée par actif en termes réels progresse de 6,9 % en 2025,** après une chute de 13 % en 2024.

Si l'élevage a globalement connu une « bonne » année 2025 - avec néanmoins des disparités territoriales - les céréaliers enregistrent une troisième année consécutive de revenus négatifs. Quant au **secteur viticole**, il traverse une **crise profonde** liée à la baisse structurelle de la consommation et au recul des exportations. Les prix de marché ne couvrent plus les coûts de production pour de nombreuses exploitations, conduisant à un vaste programme d'arrachage : plus de 40 000 hectares ont été supprimés en trois ans.

Sur longue période, si le revenu global agricole tend à diminuer, le revenu moyen par exploitant progresse du fait de la réduction du nombre d'exploitations et de la concentration des structures.

Dermatose nodulaire contagieuse : une crise sanitaire inédite

La fin de l'année 2025 et le début 2026 ont été marqués par de fortes tensions dans le monde agricole, notamment en raison de l'épidémie de dermatose nodulaire contagieuse (DNC) touchant les élevages bovins. Les blocages de routes organisés par les syndicats agricoles ont mis en lumière l'ampleur des difficultés.

Le lancement d'un vaste plan de vaccination a permis un ralentissement de l'épidémie début 2026, avec des protocoles sanitaires stricts. Conséquence symbolique et historique : **aucun bovin n'a participé au Salon international de l'agriculture 2026 à Paris,** une première depuis la création de l'événement ; ce qui a d'ailleurs entrainé une baisse de fréquentation du salon sans précédent (-28% de visiteurs en moins).

Accord UE–Mercosur : la mobilisation agricole pèse sur le débat européen

À cette crise sanitaire se sont ajoutées les protestations contre le projet d'accord commercial entre l'Union européenne et le Mercosur. Les organisations agricoles dénoncent un risque de concurrence déloyale, via l'importation de produits ne respectant pas les mêmes normes sanitaires et environnementales.

La France a voté contre l'accord, qui a néanmoins obtenu un feu vert politique au niveau européen. Sous la pression de la mobilisation agricole, le Parlement européen a voté le 21 janvier la saisine de la Cour de justice de l'Union européenne, ouvrant une nouvelle phase institutionnelle.

Le gouvernement français a annoncé un plan de soutien de **300 millions d'euros** pour accompagner les filières, renforcer la gestion sanitaire de la DNC et répondre à plusieurs revendications professionnelles, notamment l'engagement du maintien du budget de la PAC pour 2028-2034, ainsi que l'interdiction, dès janvier, de l'importation de produits contenant des résidus de cinq substances interdites en Europe.

Un projet de loi « agricole d'urgence » a également été déposé par le Premier ministre pour apporter des réponses notamment pour la simplification réglementaire demandée par les syndicats agricoles.

Commerce extérieur : un signal d'alarme majeur

Le rebond conjoncturel des revenus en 2025 ne doit pas masquer une tendance de fond préoccupante : la forte dégradation du commerce extérieur agroalimentaire, signe d'une perte de compétitivité. En effet pour la première fois en 2025 le solde atteint tout juste l'équilibre, alors que la balance commerciale au cours de la décennie affichait

toujours un excédent de 4 à 8 Milliards d'euros.

Ce recul confirme l'érosion de la compétitivité de l'agriculture française : la France est passée du deuxième rang mondial des exportateurs agroalimentaires en 1990 au sixième rang des exportations européennes derrière les Pays-Bas, la Pologne, l'Espagne, l'Italie...

Cette chute inédite de 2025 s'explique par une forte baisse des exportations sur nos 3 grandes filières stratégiques que sont les vins et spiritueux, les produits laitiers, et les céréales pour des raisons tant conjoncturelles (tarifs douaniers …) que structurelles (perte de compétitivité, évolution de la consommation).

Par ailleurs, plusieurs filières sont structurellement déficitaires, notamment fruits et légumes, huiles et tourteaux, et viandes transformées ; un phénomène souvent lié à des coûts de production plus élevés en France qu'à l'étranger, à des contraintes règlementaires plus strictes, et à des préférences des transformateurs et distributeurs pour des produits importés moins chers.

La filière volaille illustre particulièrement cette dérive : d'un excédent d'environ 1,15 milliard d'euros à la fin des années 1990, elle affiche aujourd'hui un déficit d'environ 1,2 milliard d'euros. Plus d'un poulet sur deux consommés en France est désormais importé.

Les importations concernent surtout des filets et préparations, utilisés par la restauration hors domicile et l'industrie agroalimentaire qui ont fait le choix de prix bas au détriment de la qualité.

Pierre GOT,
Vice-président de la FNCDS,
représentant le Syndicat National des Directeurs de Chambres d'agriculture

ACTUALITÉ

PRIX TURGOT 2026

La 37e édition du Prix Turgot du meilleur livre d'économie financière de l'année s'est tenu le 23 mars, au centre de conférences Pierre Mendès France, à Bercy, sous le haut patronage du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.
Ce rendez-vous annuel, incontournable, de la littérature et de la pédagogie économique financière, met à l'honneur des auteurs confirmés et de nouveaux talents prometteurs. Une contribution essentielle à la nécessaire stratégie d'éducation financière pour sensibiliser nos concitoyens aux enjeux économiques et financiers contemporains.

Le Palmarès de la 39e édition

LES LAURÉATS

Prix Turgot

• **Dominique FORAY** *Innovations – Une économie pour les temps à venir* - La découverte



Kathleen Wantz O'Rourke, Présidente du Prix Turgot, Augustin de Romanet, Président du Cercle Turgot, Jean-Claude Trichet Président du Grand Jury du Prix Turgot et Dominique Foray

Prix spécial du jury

• **Antoine FOUCHER** *Sortir du travail qui ne paie plus* Editions de l'aube

MENTIONS D'HONNEUR EX-AEQUO

• **Céline et Nadia ANTONIN** *Crypto actifs* - Economica
• **Félix TORRES** *Du berceau au tombeau : une histoire critique de l'Etat-providence* - Editions de l'éclaireur
• **Louis de CRÉVOISIER et Paul-Armand VEILLON** *Répartir du réel. Economie : la parole aux classes moyennes* L'Observatoire
• **Régis de LAROULLIERE** *En route vers les pénuries ?* Editions Craps

PALMARÈS DES PRIX SPÉCIAUX

Prix ouvrages collectifs

• **Olivier PETITJEAN et Ivan du ROY** *Multinationales* La Découverte

Prix jeune auteur /environnement

• **Mathilde VIENNOT** La planification écologique - La Découverte

Prix pédagogie

• **Lucas CHANCEL** *Energies et inégalités* - Seuil

Prix francophone

• **Bruno CALMANT, Laurent HUMBLET et Marie VANCUTSEM** *Changement de quart* - Chronica

Prix DFCG

• **Edouard DOLLEY** *Vers une finance durable* - Arnaud Franel

Prix AF2i

• **Bertrand MARTINOT et Franck MOREL** *Le travail est la solution* - Hermann



TRUMP FACE A UN MONDE QUI AVAIT BESOIN DE CHANGEMENTS

POUR PLUS DE POLITIQUE POUR LE PEUPLE ET PAR LE PEUPLE

Hubert RODARIE

EDITIONS ESKA



Cette nouvelle parution du président Hubert Rodarie, auteur reconnu et couronné à de nombreuses reprises, vient confirmer sa capacité à interpeller ses lecteurs (qui s'y prêtent volontiers) en les invitant à sortir de leur zone de confort pour une lecture originale des grandes tendances et autres ruptures du monde : porter le regard au-delà de l'écume des vagues, pour comprendre les lames de fond sous-jacentes qui sont à l'œuvre dans les bouleversements de la planète.

Un an après son retour, le Président Trump suscite de nombreuses interrogations en tentant de remodeler brutalement les relations internationales selon sa vision du nouveau monde, accompagnant ses diatribes de menaces, de recours potentiels à la force, instaurant des droits de douanes punitifs et l'imprévisibilité de ses renversements d'alliances.

Aussi, nombreux sont ceux qui ne voient dans ce personnage rien d'autre qu'un trublion révolutionnaire minant le consensus et l'ordre mondial de l'après-guerre suscitant le mépris par sa vulgarité et sa vanité hors du commun : « fort avec les faibles et faible (dégonflé pour certains !!) avec les forts ».

Sans craindre de s'exposer à contre-courant, l'auteur met à profit ses expertises de haut dirigeant, adossées à la rigueur scientifique de l'ingénieur (qui est aussi sa marque), avec une connaissance impressionnante et documentée de l'histoire des Etats-Unis, pour « essayer de comprendre les ressorts présents et à venir, non seulement des Etats-Unis, mais, symétriquement, des Dirigeants et de la stratégie européenne ».

Dans une première partie l'auteur use d'une analogie historique en examinant les parallèles aux plans, politique et social entre, l'Athènes du Ve siècle avant JC, celui de Périclès et de « l'âge d'Or » et les Etats-Unis du XXIe siècle : les points communs sont nombreux entre Trump et Périclès : ils s'appuient l'un et l'autre directement sur le peuple, envisagent dans une même approche leurs stratégies d'alliances et des empires, sont confortés par de puissantes richesses réelles : la monnaie, le pétrole, avec la même capacité à mobiliser par-delà « l'Etat profond », l 'électorat populaire « Eux contre nous », et enfin une certaine prudence vis-à-vis des guerres pour conforter le soutien du peuple. Reste que, si le succès de cette première année du retour de Trump est assez flamboyant comme en témoigne la fête de Wall Street, cependant l'attentisme est flagrant du côté des entreprises et la menace américaine continue de peser sur l'avenir du PIB mondial, sans aussi oublier la fin de l'histoire pour Athènes avec le rappel du « piège de Thucydide ». Toutefois, ce cadre permet de comprendre les dynamiques structurantes des Etats-Unis ainsi que les logiques sous-jacentes aux actions de l'administration Trump ».

La seconde partie met en lumière les enjeux clefs, notamment les relations entre les élites et le peuple ainsi que le rôle du politique dans le système économique face aux Banques Centrales aux USA comme en Europe.

L'auteur développe dans ce cadre sa vision très argumentée (et produite dans ses précédents ouvrages) de l'indépendance et de la souveraineté des Banques Centrales, ou encore, du « symbole de l'inaction : la Dette », et de la discordance entre les discours et les situations. Face à la mutation de la coopération Chine-Etats-Unis, la conviction de l'auteur reste in fine que « l'Europe doit impérativement réaffirmer la primauté du politique, par et pour le citoyen ». C'est le grand défi existentiel qu'elle ne pourra relever qu'en se réinventant en profondeur.

Une parution particulièrement précieuse pour tous publics et pour celles et ceux qui cherchent à prévoir les gagnants et les perdants des « trumponomics ».

Jean-Louis CHAMBON,
Président d'honneur du Prix Turgot

Hubert RODARIE est Président de l'AF2i, vice-président d'ARGAN, ancien Directeur Général délégué d'un groupe d'assurance. Il intervient régulièrement dans la presse économique et scientifique. Auteur de quatre ouvrages particulièrement remarqués et lauréat du Prix Turgot-DFCG en 2016.

Direction administration rédaction :
FNCDS CO FNCS
Tour PB5
1 avenue du Général de Gaulle
92800 Puteaux

Courriel : communication@fncd.eu - www.fncd.eu
Publication : trimestrielle - Abonnement annuel : 15 €
Directeur de la publication : Gilbert GASPAR
Responsable de la rédaction : Patricia GIRAUD
Dépôt légal : à parution - ISSN N° 2417-5420

RÉSEAUX